



Paix et migration : Etablir les liens

Nous sommes une communauté internationale de plus en plus en mouvement : 244 millions de personnes ont franchi des frontières pour devenir des migrants internationaux en 2015. Beaucoup de personnes qui ont migré en 2015 l'ont fait volontairement. Cependant, environ 65,3 millions ont été déplacées de force, y compris dû aux conflits, au manque de nourriture et au changement climatique. Parmi eux, 21,3 millions étaient des réfugiés contraints de traverser des frontières en raison de la violence et par peur à la persécution. Beaucoup de ceux qui ont fui provenaient de la Syrie et d'Irak ou de zones où les conflits sont de plus longue durée comme la Somalie et l'Afghanistan. La moitié de ceux qui ont fui avaient moins de 18 ans.

Cette semaine, les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies tiendront un Sommet sur les réfugiés et les migrants - le premier en son genre. Étant donné de la nature globale de cette question, celui-ci est sans doute le bon forum et le bon moment. Cependant, et en dépit des engagements aux lois établies et les normes pour la circulation des personnes, les Etats membres sont loin d'avoir implémenté les changements nécessaires. Par exemple, il n'y a pas eu d'accord sur des engagements fermes à partager la responsabilité d'accueillir les réfugiés, et il y a eu un manque clair de volonté politique pour discuter de la migration légale et pour faciliter des passages sûrs et réguliers.

Business as usual ne sera pas suffisant. Il est clair que le système humanitaire global de protection aux réfugiés est sous pression financière. En outre, les dix pays hébergeant le plus grand nombre de réfugiés se trouvent dans des régions en développement, tandis que les six plus grandes économies du monde abritent moins de 9% des réfugiés dans le monde. Le Secrétaire général de l'ONU a soutenu à juste titre que ceci est non seulement une crise de chiffres, mais aussi une crise de solidarité. À moins que la communauté internationale ne fasse preuve de plus de solidarité, et mette en œuvre des réponses collectives appropriées, il y a un risque de ne pas répondre aux besoins des plus pauvres et des plus vulnérables au monde.

Une meilleure réponse humanitaire ne suffira pas. Comme les Etats membres le reconnaissent dans la Déclaration de ce Sommet, les conflits armés sont l'une des causes profondes de la crise actuelle des réfugiés. Le nombre total de conflits armés a augmenté de 31 en 2010 à 50 en 2015. Les conflits ont fait plus de victimes en 2014 que lors de toute autre année au cours des deux dernières décennies. La deuxième année la plus meurtrière était 2015. Le conflit prolongé en Syrie représente un grand nombre de ces décès, mais des dix conflits avec le plus de décès en 2013, huit sont devenus encore plus violents en 2014.

Une action immédiate et à long terme doit être la priorité à suivre pour traiter les causes profondes de la crise actuelle. Les membres du Conseil de sécurité des NU sont loin d'avoir assumé leur responsabilité collective pour mettre fin aux conflits armés sur lesquels ils exercent une influence directe. Un leadership d'urgence est nécessaire pour surmonter ces échecs diplomatiques. Cependant, comme il a été convenu dans la Déclaration de Stockholm plus tôt cette année, 'Si nous voulons inverser la tendance du nombre de crises humanitaires causées par l'augmentation de conflits violents, nous, maintenant plus que jamais, avons besoin d'avoir une vision à long terme qui se concentre davantage sur la prévention, en abordant les causes profondes et les facteurs de fragilité et de conflit'. Les États membres ont beaucoup d'outils à leur disposition : en 2015, par le biais de l'Agenda 2030 ils se sont engagés à promouvoir des sociétés plus paisibles, justes et inclusives au long des 15 prochaines années. En 2016, l'Assemblée générale de l'ONU et le Conseil de sécurité ont également adopté une résolution qui établit un mandat expansif pour l'ensemble de l'ONU pour soutenir la paix avant, pendant et après les

conflits. Ce consensus renouvelé pour la paix fourni une base pour agir sur les causes profondes des conflits et à l'instabilité qui mène au déplacement des populations.

Nous, en tant que communauté travaillant pour la consolidation de la paix, sommes profondément préoccupés par les réponses d'aujourd'hui aux flux croissants de migrants et de réfugiés dans les pays développés. Sous la pression de xénophobes et de populistes, les gouvernements adoptent des politiques erronées : des approches à court terme et sécuritaires, légitimées par une définition de plus en plus étroite de l'intérêt national, et poussés par la panique de 'devoir réagir'. De l'aide, de la coopération en matière de sécurité et la légitimité internationale sont offertes aux régimes en échange d'une action rapide pour réduire la migration à partir de leur territoire. Dans certains cas, ce sont les mêmes régimes qui ont déjà été mis à l'écart pour avoir opprimé leurs citoyens, déclenchant un conflit, ou les deux. Alors que l'accent est souvent mis sur la gestion et la coopération pour le retour et la réadmission des migrants, ces initiatives limitent les ressources pour la protection des réfugiés et pour lutter pleinement contre les causes profondes du déplacement. De plus, alors que l'aide peut être retirée en cas de défaut de coopération, celle-ci serait essentiellement retirée aux personnes qui en ont plus besoin.

La nature politique de la paix durable est ignorée. Lorsque les citoyens sont politiquement exclus, qu'ils ne peuvent adresser librement les injustices auxquels ils font face, et qu'ils ne peuvent jouir de leurs droits les plus élémentaires, y compris le droit de s'organiser librement en tant que société civile, les régimes répressifs ont tendance à être plus enclins à entrer en conflit que d'autres pays. Par conséquent, lorsqu'un conflit éclate, le nombre de réfugiés en provenance des pays avec des régimes répressifs est nettement plus élevé. L'expérience nous dit que les partenariats avec les élites gouvernantes dans de tels contextes se révéleront inefficaces pour la gestion des migrants, qui au final peut encore rendre les choses bien pires. De même, alors que les programmes de subsistance et de résilience sont la priorité pour traiter les causes profondes de la migration, celles-ci simplifient et dépolitisent les causes de déplacement et ne parviennent pas à répondre aux questions cruciales, y compris la mauvaise gouvernance, l'injustice et les inégalités et la corruption.

Concrétiser les engagements mondiaux renouvelés sur la prévention des conflits et le maintien de la paix requerra du leadership sur la scène mondiale. Mais il faudra aussi du courage politique au niveau national pour convaincre l'électorat qu'une approche à long terme et préventive est nécessaire, et du besoin de rejeter les appels à construire des murs et à se renfermer du reste du monde. Comme il a été démontré à maintes reprises, la plupart des gens seront prêts à assumer leur part de responsabilité face aux problèmes mondiaux, en sachant que les autres pays feront de même. C'est ici que l'ONU joue un rôle crucial : en plus d'avoir été mis en place pour maintenir la paix mondiale, l'organisation sert de forum pour les pays afin de surmonter les problèmes d'action collective. Alors que le sommet de cette semaine semble avoir raté l'opportunité de prendre des mesures concrètes, la déclaration politique qui sera adoptée peut encore être un utile pour assurer des actions de suivi bilatérales et multilatérales immédiates.

*Pour plus d'information sur la **Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'état (CSPPS)** : www.cspps.org
info@cspps.org/www.facebook.com/civilsocietyplatform/Twitter : @ids_cspps*

La **Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS)** est une coalition non gouvernementale sud-nord des organisations de consolidation de la paix qui coordonne et soutient la participation de la société civile dans le **Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS)**. Les buts de la CSPPS sont de renforcer la voix et la capacité de la société afin qu'elle puisse s'engager effectivement et influencer les politiques de construction de la paix et de renforcement de l'état pour contribuer à la prévention des crises, la paix soutenable et le développement pour tous (<http://www.cspps.org>)